

Le prétexte de l'histoire

MARC SIMARD, *Histoire du mouvement étudiant québécois, 1956-2012*, Québec, PUL, 2013, 313 pages

Karine Hébert

Volume 8, numéro 2, printemps 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/71330ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hébert, K. (2014). Compte rendu de [Le prétexte de l'histoire / MARC SIMARD, *Histoire du mouvement étudiant québécois, 1956-2012*, Québec, PUL, 2013, 313 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 8(2), 36–36.

LE PRÉTEXTE DE L'HISTOIRE

Karine Hébert

Professeure, Université du Québec à Rimouski

MARC SIMARD
**HISTOIRE DU MOUVEMENT
 ÉTUDIANT QUÉBÉCOIS,
 1956-2012**
 Québec, PUL, 2013, 313 pages

La quatrième de couverture de l'*Histoire du mouvement étudiant québécois, 1956-2012* nous annonce un ouvrage dont l'ambition est de «présenter une synthèse historique du mouvement étudiant de ses origines (les années 1950) à nos jours dans le but de fournir à toutes les personnes qui s'y intéressent un premier outil de référence général et relativement complet, et fondé sur les principes et méthodes de la science historique». Cet appel à l'argument scientifique, auquel on ne peut que souscrire, perd malheureusement de son lustre dès la première page de l'introduction. D'entrée de jeu, l'auteur situe son travail dans la foulée de la «grève» du printemps 2012, insistant en note pour bien expliquer que les étudiants n'ont pas le droit de «grève» au sens juridique du terme, reprenant ainsi des arguments des opposants au mouvement étudiant du «Printemps érable» (expression par ailleurs qualifiée de leurre au chapitre 7).

La science historique à laquelle l'auteur fait référence n'exclut pas, tant s'en faut, la problématisation. Ici, toutefois, force est d'admettre que l'angle d'approche tient plus de la démonstration idéologique. Ainsi, en conclusion, l'auteur estime

[...] avoir amplement démontré [...] que le corporatisme, soit la défense des intérêts sonnants et trébuchants des étudiants avant toute autre considération et en dépit des intérêts supérieurs de la société, a constitué le véritable fondement du mouvement étudiant depuis son émergence dans les années 1950 (p. 269-270).

D'autre part, le savoir historique se construit à partir du présent, la chose est entendue. Mais l'obligation de rechercher la plus grande impartialité possible est également inhérente à la démarche scientifique et historique. Cet aspect n'est pas la plus grande qualité du présent ouvrage. Cela dit, qu'en est-il de l'historique du mouvement étudiant présenté dans ces pages ?

Consacré à l'histoire du système scolaire au Québec depuis la Conquête, le premier chapitre, quoiqu'assez intéressant en lui-même, s'intègre plutôt mal à la trame argumentative générale. Le propos aurait pu être resserré en quelques paragraphes d'introduction. Le cœur de l'ouvrage, soit l'histoire du mouvement étudiant de 1956 à 2013, se retrouve dans les 6 chapitres chronologiques suivants. Les périodes couvertes par chacun sont inégales,

mais les césures répondent bien aux grands moments du mouvement étudiant. Chaque chapitre est construit selon le même schéma : une longue mise en contexte international ouvre le bal, suivie d'une présentation de la situation politique et sociale au Québec. L'idée de départ est stimulante, mais la longueur de ces sections (de 15 à 20 pages environ) alourdit inutilement le rythme. Parfois, on a l'impression que ces pages ne servent qu'à démontrer l'indifférence des étudiants à l'égard du monde qui les entoure... (p. 134; p. 166)

Les sections portant sur le mouvement étudiant lui-même sont axées sur l'histoire des grandes fédérations étudiantes (ANEQ, FNEUQ, etc.) et sur les principaux dossiers qu'elles ont investis. Elles reposent surtout des sources de seconde main, l'auteur ne faisant référence qu'à l'occasion seulement à des documents d'archives, à des articles de journaux et à des témoignages d'acteurs du mouvement étudiant. Nous ne saurions lui en tenir rigueur, c'est l'essence même des synthèses que de procéder ainsi. Ainsi, le chapitre portant sur l'année 1968 reprend pour une bonne part l'interprétation qu'en a proposée Jean-Philippe Warren. En se concentrant presque exclusivement sur les aléas des grandes associations, l'auteur délaisse le travail quotidien fait par les associations étudiantes et leurs prises de position sur d'autres genres de dossiers, par exemple : la place des femmes à l'université (quelques lignes éparses, dont 5 consacrées à la tuerie de Polytechnique!), la reconnaissance de la diversité sexuelle, l'importance des journaux et radios étudiantes – probablement que depuis 1956 on y a parlé d'autre chose que de droits de scolarité.

En effet, un sujet revient chapitre après chapitre : l'importance des droits de scolarité comme seule véritable source de mobilisation étudiante. Ainsi, en p. 125, peut-on lire que «ces faits révèlent une constante du mouvement étudiant : la plupart des membres ne sortent de leur indifférence que quand leurs intérêts pécuniaires sont menacés». Jusqu'au début des années 80, cet intérêt concernait la «masse» étudiante, indifférente aux luttes idéologiques des leaders étudiants, alors qu'il devient le grand dossier de revendication, sinon le seul, avec l'arrivée de la «génération X», caractérisée par sa méfiance à l'égard des idéologies et son pragmatisme (p. 154). Les générations se suivent et ne se ressemblent pas nécessairement. L'auteur prépare son avant-dernier chapitre en expliquant qu'«autour de l'an 2000, les enfants-rois de la "génération Y" commencent à arriver dans les établissements d'enseignement supérieur» (p. 186). Ces «enfants-rois» (je me permets les guillemets, si efficaces pour



mettre en doute le bien-fondé d'une notion) seront justement ceux qui prendront la rue en 2012. Leur présentation, qui fait l'économie de toute référence à une quelconque étude, sonne comme une véritable charge personnelle : «chacun de ses membres croit que le monde tourne autour de lui», «ils semblent vivre dans un monde parallèle où l'actualité et la culture générale n'existent pas», «leur inculture, sur le plan historique en particulier, est abyssale» (p. 187).

Là où le jupon dépasse de manière indécente, c'est dans le chapitre 7 consacré à «2012 : Printemps anarchiste, été putschiste». La trame narrative du chapitre s'appuie essentiellement, voire exclusivement, sur la présentation de la grève telle que faite dans une famille de journaux (*La Presse*, *Le Droit*, *Le Soleil*, *La Tribune*, *La Voix de l'Est*) qui a, de manière générale, fortement critiqué le mouvement de grève. Ainsi, une brève section portant sur la supposée «maladie» de la démocratie étudiante lors de la grève repose sur un article de l'auteur, un autre de Lysianne Gagnon, deux d'André Pratte, ainsi que sur une lettre ouverte d'un étudiant opposé à la grève, tous publiés dans *La Presse*.

Le dernier chapitre relève carrément du texte d'opinion. Dans «Le mirage de la gratuité», l'auteur souhaite démontrer, par ce qu'il considère des arguments solidement étayés, que le gel et la gratuité sont des positions idéologiques intenable qui ressortent plus du corporatisme étudiant que d'une véritable vision progressiste de la société québécoise. On revient ainsi à cette idée que les étudiants et leurs partisans sombrent dans l'idéologie alors que les tenants de la hausse des droits de scolarité se retrouvent du côté de la raison. Le dialogue s'annonce difficile.

Je reconnais à l'auteur d'avoir posé certaines questions pertinentes et d'avoir soulevé le fait que les réflexions de fond sur l'éducation n'ont pas été très présentes dans l'histoire du mouvement étudiant, mais je ne peux m'empêcher de voir dans cet ouvrage une tentative de synthèse tendancieuse, à la limite de la démagogie (voir à cet égard l'annexe 2) qui, au final, et sous couvert d'un recours à la méthode de la science historique, n'en défend pas moins une position idéologique. ❖